

**39ème Congrès national corporatif
7ème Congrès de la C.G.T.-F.O.**

du 22 au 25 novembre 1961

Paris - Palais de la mutualité

INTERVENTION DE MAURICE JOYEUX: DISCUSSION SUR LES AFFAIRES ÉCONOMIQUES...

Le Président: La parole est à Joyeux, des organismes sociaux de la R.P.

Joyeux: Camarades, j'ai comme vous, lu attentivement les résolutions qui nous sont soumises. Il faut bien le dire, le débat dépasse le cadre de ces résolutions, le débat rejoint ce que l'on avait demandé ici le premier jour du Congrès, à savoir la nécessité de voter une motion d'orientation qui ne soit pas obligatoirement un enchaînement avec ce qui a été fait, mais qui puisse être une rupture quand ce qui a été fait n'a pas donné suffisamment satisfaction.

En vérité, nous discutons ici pour ou contre le IVème Plan. Le IVème Plan, qu'est-ce que c'est? On nous a dit que nous en ignorions la teneur; c'est possible, mais dans ses grandes lignes il est un essai, un des derniers essais de l'Etat, agent technique du capital, pour continuer à installer ce capital dans des situations déterminées.

Et alors se pose notre position: devons-nous et notre Bureau Confédéral nous a répondu par l'affirmative, participer à ce travail? Camarades, ce Plan qui est le Plan d'un régime qui veut se sauver n'est pas notre Plan à nous... (*Bravo!*) ...nous ne sommes pas là pour installer le régime capitaliste d'une manière plus commode... (*Quelques applaudissements*), ...nous sommes là pour arracher de ce régime ce que nous pouvons arracher et mettre à sa place, s'il ne peut pas résoudre ses contradictions, notre propre effort économique qui lui, pour l'instant, et parce que nous l'avons voulu, comporte un autre Plan, le Plan de notre *Confédération Générale du Travail Force Ouvrière*. Nous n'avons pas à collaborer au Plan que nous propose l'Etat, nous avons à lui opposer le Plan de notre Confédération.

Camarades, il semble que tout se passe comme si la Confédération, reprenant un texte célèbre, veuille se trouver le gérant honnête d'un régime qui n'en finit pas de «*crever*»... (*Applaudissements.*)

Il semble que tout se passe dans cette Confédération, qui a dans ses statuts l'abolition du salariat, comme si elle ne pouvait trouver d'autre solution aux situations présentes que de se jeter dans la défense, la sauvegarde de ce régime et l'Etat qu'il représente.

Je voudrais dire en passant naturellement qu'il est bien difficile de répondre aux arguments qui nous sont donnés pendant une heure dans le court espace de temps qui nous est imparti (cinq minutes). Mais je voudrais au moins, si on nous accorde un temps de parole très court, qu'on respecte les règles, et qu'on laisse d'abord au texte d'une Commission élue par le Congrès les possibilités d'expression.

Camarades, je vais conclure. Le combat qui est le nôtre est essentiel, les travailleurs attendent de vous des solutions d'espoir, le Plan leur donnera la certitude une fois de plus que vous collaborez avec le Pouvoir, et qu'être associé au Pouvoir caractérise notre période, si bien que vous donnerez ainsi une fois de plus au monde du travail l'impression que vous êtes des collaborateurs de classe.

Camarades, à une époque où les organisations syndicales ne sont pas liées, il est essentiel de retirer à la nôtre ce caractère politique qu'ont les autres centrales syndicales. Or, en participant aux travaux du Plan, en obligeant que vous le vouliez ou non, nos organisations syndicales à respecter leur processus d'évolution, vous paraîtrez comme une organisation politique, c'est-à-dire comme les autres organisations, une organisation liée au pouvoir, car vous seriez à l'encontre même de votre raison d'exister.

Il faut refuser ce Plan comme nous devons refuser toutes les autres missions de collaboration... (*Quelques applaudissements*) ... et le refus d'aujourd'hui, le refus également des Commissions d'intéressement doit être ferme. Les seules Commissions dans lesquelles le mouvement ouvrier doit être présent, ce sont les Commissions de discussion et d'élaboration de nos propres revendications, ou du Plan particulier de notre Confédération, le reste appartient à l'Etat, il faut le lui laisser si nous voulons que les travailleurs nous suivent.
